

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Un vote inquiétant



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

L'adoption en deuxième lecture d'un projet de loi visant à réduire la portée du registre fédéral des armes à feu suscite une inquiétude légitime. Si la vingtaine de libéraux et néo-démocrates dissidents continuent d'appuyer le gouvernement Harper dans cette démarche, l'utilité du registre pourrait bientôt être considérablement diminuée.

Le projet de loi C-391 propose de lever l'obligation d'enregistrer les carabines et les fusils de chasse (armes d'épaule). L'enregistrement resterait obligatoire pour les armes à feu à autorisation restreinte et les armes prohibées.

L'obligation d'enregistrer les armes à feu impose-t-elle un fardeau disproportionné aux propriétaires? Non.

Les conservateurs estiment que l'enregistrement des armes d'épaule ne contribue en rien à la prévention des homicides et coûte beaucoup trop cher. Le registre, créé en 1995 par le gouvernement Chrétien, a toujours été très impopulaire dans les régions rurales du pays. C'est pour cette raison que les conservateurs en ont fait un cheval de bataille. C'est aussi ce qui explique que des députés libéraux et néo-démocrates se sont sentis obligés de voter en faveur du projet de loi mercredi. Sans cet appui crucial, le C-391 aurait été défait.

Laissons parler Tariq Ramadan



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

La figure de l'islam probablement la plus forte et la plus médiatisée en Europe donne une conférence, ce soir, à l'Université de Montréal. Tariq Ramadan est invité ici par Présence musulmane, organisme montréalais à mission sociopolitique.

Intellectuel et islamologue d'origine égyptienne, petit-fils du fondateur des Frères musulmans, Ramadan est un personnage controversé que plusieurs soupçonnent de dissimuler une philosophie radicale sous un discours sibyllin. En Europe, son étoile a beaucoup pâli après divers démêlés avec des figures politiques et des intellectuels. Ainsi qu'à la suite d'enquêtes journalistiques dévastatrices notamment menées par Caroline Fourest et Paul Landau, respectivement auteurs de *Frère Tariq* et de *Le Sabre et le Coran*.

C'est dans ce dernier bouquin qu'on peut lire que Tariq Ramadan «est le pompier pyromane qui allume la flamme islamiste chez ses auditeurs musulmans et qui prétend éteindre l'incendie auprès de ses interlocuteurs occidentaux»...

Bref, sa présence à Montréal est dénoncée par deux organismes canadiens. D'abord, par le Congrès musulman canadien, groupe torontois fondé par Tarek Fatah, journaliste et auteur de (nous traduisons) *À la poursuite d'un mirage/La tragique illusion d'un État islamique*. Ensuite par Point de bascule, média internet montréalais surtout voué à la dénonciation de l'islamisme.

On sait que la mise en place du programme d'enregistrement a donné lieu à un gigantesque cafouillage qui a coûté plus d'un milliard pour les contribuables. Depuis, toutefois, les problèmes ont été réglés et l'administration du registre ne coûte que 23 millions par année.

Le gouvernement Harper affirme qu'en imposant l'enregistrement des carabines et des armes de chasse, on traite les honnêtes citoyens qui les possèdent comme des criminels. Or, soulignent les conservateurs, ce sont les armes de poing, en particulier celles qui ont été importées illégalement des États-Unis, qui sont utilisées dans la plupart des homicides.

Les partisans du programme d'enregistrement rétorquent que le nombre d'homicides commis avec des armes d'épaule a diminué depuis son implantation. C'est exact mais la statistique est trompeuse; cette tendance à la baisse s'est amorcée il y a 30 ans, soit bien avant qu'on doive enregistrer les armes à feu. En outre, l'existence du registre n'a pas empêché la hausse du nombre d'homicides commis avec des armes de poing (de 70 victimes en 1998 à 121 l'an dernier).

Il ne faut donc pas exagérer l'effet bénéfique de l'enregistrement des armes à feu. Néanmoins, les corps policiers affirment que le registre leur est utile dans leurs enquêtes et interventions. Cela devrait suffire à convaincre les politiciens de ne pas le démanteler.

L'obligation d'enregistrer son ou ses armes impose-t-elle un fardeau disproportionné aux propriétaires? Non. Enregistrer une arme ne coûte rien et les formalités à compléter sont très simples.

Il est déplorable que sur une question de principe et de sécurité publique aussi importante, les chefs du Parti libéral et du NPD n'aient pas été en mesure d'imposer la discipline de parti. Souhaitons qu'ils redressent l'échine à l'occasion du prochain vote sur ce mauvais projet de loi.

Ces groupes de pression reprochent précisément à Tariq Ramadan son double langage. Mais ils n'appellent pas à quelque manifestation, violente ou non, qui aurait pour effet de l'empêcher de s'exprimer.

C'est faire preuve d'une sage et démocratique retenue.

Dans un passé récent, l'université a trop souvent été un lieu de censure, en effet.

Par exemple, on se souviendra que, en 2002 et 2004, deux grandes figures politiques israéliennes, Ehoud Barak et Benyamin Netanyahu, n'avaient tout simplement pas pu s'exprimer à l'Université Concordia, physiquement chassés par la violence de la «rue».

Il est donc intéressant que Tariq Ramadan puisse aujourd'hui prendre la parole sur un campus universitaire montréalais. Et puisse répondre clairement, si possible, à quelques questions.

Ainsi, quelle place revendique-t-il pour l'islam sur le terrain politique dans les pays -en général démocratiques et développés- où, par consensus, la religion est exclue de ce terrain?

Est-il selon lui légitime qu'un État soit rigoureusement laïque? Qu'il promulgue et fasse appliquer des lois, les mêmes pour tous et toutes sans exception? Des lois qui sont inspirées, non pas du Coran (ou de la Bible, ou de la Torah), mais bien du seul droit séculier?

Quelle est sa position sur les femmes? Sur les homosexuels? Sur les juifs? ...

Ces questions, et d'autres auxquelles on pourrait penser, donneront à Tariq Ramadan l'occasion de démontrer qu'il n'est pas ce radical, ou ce manipulateur, qu'on l'accuse d'être.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

Dompter le capitalisme

L'occasion est belle de réinventer des solutions plus centrées sur la personne que sur les courbes du PIB

JEAN-FRANÇOIS LISÉE ET ÉRIC MONTPETIT

Les auteurs sont respectivement directeur exécutif du Cérium et directeur du CPDS de l'Université de Montréal. Ils ont codirigé le livre *Imaginer l'après-crise*, publié ces jours-ci chez Boréal.

Destructrice, la crise lézarde le système qui l'a engendrée. Une option est de colmater les brèches et de relancer, inchangée, la machine -jusqu'à la prochaine crise. L'autre est d'ouvrir au contraire ces brèches pour réorganiser durablement le réel, en changer non seulement le fonctionnement mais les logiques d'action, pour obtenir une organisation nouvelle, mieux adaptée aux considérables défis de l'heure.

La crise du capitalisme financier, entamée en 2008, se superpose à la crise écologique, celle d'une marche à peine freinée

vers un réchauffement irréversible de la planète. Si les coûts risquent d'être élevés dans les pays du Nord, c'est une effroyable misère humaine qui pourrait être provoquée dans les plus pauvres des pays du Sud.

Selon l'ONU, sans changement de cap majeur, le réchauffement poussera sur les routes, en quelques décennies, un milliard de réfugiés. Ce défi masque à son tour celui de notre dangereuse surutilisation des ressources de la planète. Nous en captions aujourd'hui 30% de plus que ce qu'elle peut régénérer. Dans 20 ans, nous dépasserons de 100% la dose raisonnable.

Pour *Imaginer l'après-crise*, nous avons voulu, certes, mesurer l'ampleur de la tâche, mais aussi dégager des pistes de solution, avec l'aide de 10 collègues chercheurs et de notre invité, l'ex-premier ministre français Lionel



PHOTO DOMINIQUE LAURENCE, ARCHIVES LA PRESSE

La crise du capitalisme financier, entamée en 2008, se superpose à la crise écologique. Les coûts risquent d'être élevés dans le Nord, mais c'est une effroyable misère humaine qui pourrait être provoquée dans les plus pauvres des pays du Sud.

Jospin. Pragmatique mais inquiet, ce dernier estime que le G20 a pour l'instant été trop timide. Il doit, écrit-il, faire bien davantage pour fermer les paradis fiscaux, réprimer la spéculation, réduire l'activité financière à sa fonction première.

Plus encore, le G20 n'a pas traité de la question de la répartition de la richesse, désé-

Le système capitaliste est aujourd'hui le moteur emballé du Titanic collectif qui nous emmène tout droit sur une gigantesque banquise.

quilièbre en faveur du capital et au détriment des salariés depuis des décennies. Cela va au cœur du sujet, abordé par plusieurs de nos collègues: la finalité de l'économie. Est-elle au service de l'homme, ou l'homme doit-il continuer d'en être le serviteur?

Nous critiquons d'ailleurs, dans la première partie de l'ouvrage, l'hégémonie que les économistes ont exercée sur la formulation des politiques publiques depuis un quart de siècle. On a trop souvent évalué les autres facettes de l'expérience humaine: le citoyen

ne vit pas que de sous, mais de réseaux sociaux et familiaux.

Nous notons que les altermondialistes ont eu raison dans leur critique du capitalisme depuis plus d'une décennie et que les solutions disparates qu'ils avancent sont intéressantes en plusieurs lieux, notamment en Amérique du Sud, mais peu applicables à grande échelle.

Nous notons l'incapacité de la gauche européenne de profiter électoralement de la crise, mais croyons que l'occasion est pourtant belle de réaffirmer et réinventer des solutions plus centrées sur la personne et son parcours de vie que sur les courbes du PIB.

En deuxième partie, nous posons la question qui tue. Le capitalisme lui-même, formidable créateur de richesse est une machine à augmentation perpétuelle de la production et de la consommation. Ce système est aujourd'hui le moteur emballé du Titanic collectif qui nous emmène tout droit sur une gigantesque banquise. Peut-on imaginer des réformes qui permettent, dans un premier temps, de dompter le capitalisme pour qu'il fasse plus de bien que de mal? Peut-on se préparer à le dépasser, pour qu'il ne soit plus le mode dominant de l'organisation humaine? Peut-on, finalement, rompre avec lui? C'est le débat que nous lançons

LE BLOGUE DE L'ÉDITO
 www.cyberpresse.ca/edito

Vaccin: vous n'êtes pas une priorité
 par Ariane Krol



EXCLUSIF À CYBERPRESSE

«Obamanomics»: un bilan mitigé
 cyberpresse.ca/economie